

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est qu'ils veulent s'adresser à un député sympathique.

Mme Mitchell: C'est exact. Ils savent où aller et . . .

M. le Président: A l'ordre!

Mme Mitchell: Je dois dire qu'il y a eu beaucoup de pétitions dans cette circonscription.

M. le Président: J'invite la députée à présenter ses pétitions sans commentaire.

Mme Mitchell: Monsieur le Président, j'ai une autre pétition provenant du Québec, signée par des gens qui sont aussi hostiles à la politique du gouvernementale de réduction de l'indexation des allocations familiales et qui demandent la pleine indexation de ces allocations. J'ai une autre pétition provenant de Fort Érié et des localités avoisinantes en Ontario, dont les signataires demandent la même chose.

LE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai deux autres pétitions qui portent sur des sujets différents. La première est signée par des citoyens de la Colombie-Britannique, établis dans la région de Delta-Surrey; ces gens demandent que la Chambre apporte une solution à la crise du chômage excessif chez les jeunes dans leur province et ils font valoir que le programme provincial de reboisement sur cinq ans ne bénéficie pas de crédits suffisants. Les pétitionnaires demandent humblement que la Chambre porte remède à ces deux crises en mettant en œuvre des projets de reboisement et de sylviculture qui créeront beaucoup d'emplois.

L'UTILISATION DU POLYGONE D'ESSAIS DE NANOOSE BAY

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, la pétition suivante traite d'un sujet différent; elle est signée par de nombreuses personnes de la région de Vancouver, et je vois même qu'il y en a de Guelph, en Ontario, et de Victoria. Les signataires prient la Chambre des communes de ne pas renouveler l'accord conclu entre le Canada et les États-Unis pour autoriser l'entretien commun du polygone d'essais militaires dans la baie de Nanoose, de mettre un terme à tous les essais d'armes dans ce polygone et de faire consacrer ce dernier à des fins pacifiques.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES AUGMENTATIONS D'IMPÔT

M. Len Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke): Monsieur le Président, j'ai à présenter un certain nombre de pétitions signées par les électeurs de ma belle circonscription de Renfrew-Nipissing-Pembroke et de certaines autres régions du Canada. Les signataires protestent avec véhémence contre la désindexation des allocations familiales universelles et font valoir que l'initiative est très injuste à l'égard des femmes en particulier, et aussi qu'elle est particulièrement injuste à l'endroit des jeunes familles et des mères chefs de famille. Ils prient la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et de supprimer

Pétitions

cette forme injuste de hausse fiscale. La première pétition vient de la région de Pembroke-Petawawa, en Ontario. La deuxième est signée par des gens des localités de Cobden, Forester's Falls et Renfrew, et de la région de Opeongo Road. La troisième pétition est signée par des citoyens de Pembroke, Eganville et d'autres localités dans la vallée. La quatrième est signée par plusieurs personnes de Scarborough-Ouest. J'en ai une autre signée par des gens de la circonscription de York-Nord. J'ai aussi une pétition signée par . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je prie le député de conclure très brièvement.

M. Hopkins: Cette pétition porte la signature de nombreuses personnes de la région de Toronto, et notamment de Scarborough, Etobicoke, Rexdale et Mississauga. Ensuite j'ai une . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. J'invite le député à déposer les autres pétitions. Son geste aura exactement les mêmes conséquences.

[Français]

ON DEMANDE LE RETRAIT DU PROJET DE LOI C-70

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, j'ai aussi en main un certain nombre de pétitions de la part de citoyens qui demandent au premier ministre du Canada le retrait immédiat du projet de loi C-70 visant à désindexer les allocations familiales.

Les soussignés croient que toute la société doit partager la responsabilité à l'égard des enfants et que le principe de l'universalité doit être maintenu.

La première pétition, monsieur le Président, provient de résidents et de citoyens de la circonscription fédérale de Berthier-Maskinongé-Lanaudière.

La deuxième pétition, monsieur le Président, provient de la circonscription fédérale de Verdun-Saint-Paul qui a été représentée ici par notre ancien collègue, M. Savard, récemment élu maire de la ville de Verdun.

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre! Le député pourrait conclure en présentant brièvement ses pétitions sans ajouter d'observation.

● (1650)

[Français]

M. Berger: Monsieur le Président, la troisième pétition provient de la circonscription fédérale de Sherbrooke.

La quatrième pétition vient de la circonscription de Chambly (Québec) et elles vont dans le même sens que les dernières pétitions.

Ensuite, monsieur le Président, j'ai une pétition de résidents de la circonscription fédérale de Rosemont qui est représentée, comme on le sait, par le ministre d'État (Transports) (M^{me} Blais-Grenier). J'ai également une pétition, monsieur le Président, de la circonscription fédérale de Longueuil, de la Rivière-Sud, à Montréal. Il y a également une pétition de la circonscription fédérale de Restigouche au Nouveau-Brunswick.